

## VERTALING

N. 91 — 206

**25 OKTOBER 1990.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 januari 1978 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor onderhoud van de beschutte werkplaatsen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

- Gelet op de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;  
 Gelet op het advies van de Raad van beheer van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;  
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 1990;  
 Gelet op de toestemming van de met de Begroting belaste Minister, gegeven op 28 augustus 1990;  
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;  
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid;  
 Overwegende dat het absoluut noodzakelijkheid is dat de bepalingen van dit besluit zonder verwijl in werking treden, met het oog op het financieel evenwicht van de voorzieningen voor sociale reclassering van de gehandicapten in de Franse Gemeenschap;  
 Op de voordracht van Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort;  
 Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 15 oktober 1990,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2, § 3, eerste lid, van het ministerieel besluit van 17 januari 1978 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor onderhoud van de beschutte werkplaatsen, gewijzigd bij ministerieel besluit van 4 augustus 1981, wordt vervangen door het volgende lid :

« De raad van beheer van het Rijksfonds kan een bijkomende subsidie, welke bij het in § 1 bedoelde basisbedrag gevoegd wordt, verlenen aan de beschutte werkplaatsen waarvan de uitbating verlies gevend is wegens uitzonderlijke omstandigheden die volgens de raad met overmacht kunnen worden gelijkgesteld. »

**Art. 2.** Artikel 2, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld door het volgende lid :

« De bijkomende subsidie bedoeld bij deze § kan niet worden verleend gedurende een periode die langer is dan twee opeenvolgende jaren. »

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang op 1 april 1990.

**Art. 4.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
 De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

V. FEAUX

F. 91 — 207

**25 OCTOBRE 1990.** — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant diverses dispositions en matière de reclassement social des personnes handicapées

L'Exécutif de la Communauté française,

- Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés;  
 Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment les articles 74 et 75;  
 Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés;  
 Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 6 juillet 1990;  
 Vu l'accord du Ministre chargé du Budget donné le 28 août 1990;  
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;  
 Vu l'urgence;  
 Considérant qu'il est impératif que les dispositions faisant l'objet du présent arrêté entrent en vigueur sans délai, afin d'assurer l'équilibre financier des structures de reclassement social des personnes handicapées dans la Communauté française;  
 Sur la proposition de Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;  
 Vu la délibération de l'Exécutif du 15 octobre 1990,

Arrêté :

**Article 1er.** Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés :

a) l'article 74, alinéa 2, est complété par le texte suivant : « ...; aucune prestation ne peut cependant donner lieu à indemnisation si celle-ci n'est pas demandée dans un délai d'un an à compter de la date de la fourniture de la prestation, soit, selon les cas, la date de l'acte, de l'achat ou du début des travaux. »

b) dans l'article 75, alinéa 1er, les mots : « visée à l'article 56, 2, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, » sont remplacés par les mots : « visée à l'article 56, 2, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, ».

**Art. 2.** Dans l'arrêté ministériel du 9 avril 1964 fixant les conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur formation, réadaptation ou rééducation professionnelle sont supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés, l'article 4, § 1er modifié par l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les déplacements par moyen de transport individuel donnent lieu à une intervention calculée suivant les règles prévues par le présent article :

1° lorsque la personne handicapée se déplace en voiturette;

2° lorsque la personne handicapée se déplace sans être accompagnée d'une tierce personne et qu'il est établi sur base d'un rapport médical circonstancié que, par suite de troubles cardio-respiratoires ou locomoteurs ou de troubles assimilés à ceux-ci par le Conseil de gestion, elle est incapable d'effectuer à pied un déplacement d'au moins 300 mètres.

Les déplacements par moyen de transport individuel qui ne répondent pas aux conditions du présent article peuvent donner lieu à une intervention calculée comme s'il s'agissait d'un déplacement par moyen de transport en commun. »

**Art. 3.** Dans l'article 1er de l'arrêté ministériel du 19 février 1965 fixant les limites et conditions dans lesquelles une éducation scolaire visée à l'article 56, § 1er de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés peut être assimilée à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle visée au § 2 du même article, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° pour des raisons pécuniaires, se trouver dans l'impossibilité, sans l'intervention du Fonds national, de reprendre ou de poursuivre ses études; ».

**Art. 4.** Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés :

a) l'article 6, § 1er, modifié par l'arrêté ministériel du 24 juillet 1978 est remplacé, en ce qui concerne les frais de déplacement autres que ceux exposés dans le cadre de la réadaptation fonctionnelle ou de l'appareillage, par la disposition suivante :

« § 1er. Les déplacements par moyen de transport individuel ou individualisé donnent lieu à une intervention calculée suivant les règles prévues par le présent article :

1° lorsque la personne handicapée se déplace en voiturette;

2° lorsque la personne handicapée se déplace sans être accompagnée d'une tierce personne et qu'il est établi sur base d'un rapport médical circonstancié que, par suite de troubles cardio-respiratoires ou locomoteurs ou de troubles assimilés à ceux-ci par le Conseil de gestion, elle est incapable d'effectuer à pied un déplacement d'au moins 300 m.

Les déplacements par moyen de transport individuel ou individualisé qui ne répondent pas aux conditions du présent article peuvent donner lieu à une intervention calculée comme s'il s'agissait d'un déplacement par moyen de transport en commun. »

b) à l'article 11bis, § 1er, inséré par l'arrêté ministériel du 2 juillet 1975, les mots « , soit dans l'obligation d'utiliser un moyen de transport individuel » sont remplacés par les mots : « , soit dans l'obligation d'utiliser un moyen de transport individuel parce qu'il :

1° se déplace en voiturette;

2° se déplace sans être accompagné d'une tierce personne et qu'il est établi sur base d'un rapport médical circonstancié que, par suite de troubles cardio-respiratoires ou locomoteurs ou de troubles assimilés à ceux-ci par le Conseil de gestion, il est incapable d'effectuer à pied un déplacement d'au moins 300 m. »

**Art. 5.** Dans l'arrêté ministériel du 23 mai 1969 fixant les limites et conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur éducation scolaire peuvent être supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés, l'article 4, § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les déplacements par moyen de transport individuel donnent lieu à une intervention calculée suivant les règles prévues par le présent article :

1° lorsque la personne handicapée se déplace en voiturette;

2° lorsque la personne handicapée se déplace sans être accompagnée d'une tierce personne et qu'il est établi sur base d'un rapport médical circonstancié que, par suite de troubles cardio-respiratoires ou locomoteurs ou de troubles assimilés à ceux-ci par le Conseil de gestion, elle est incapable d'effectuer à pied un déplacement d'au moins 300 mètres.

Les déplacements par moyen de transport individuel qui ne répondent pas aux conditions du présent article peuvent donner lieu à une intervention calculée comme s'il s'agissait d'un déplacement par moyen de transport en commun. »

**Art. 6.** La modification prévue à l'article 1er, b), du présent arrêté n'est pas applicable aux contrats d'apprentissage conclus avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

— Les modifications prévues aux articles 2, 4 et 5 du présent arrêté ne sont pas applicables aux personnes handicapées qui, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient du remboursement de leurs déplacements par transport individuel ou individualisé.

**Art. 7.** Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française:  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
F. GUILLAUME

Le Ministre-Président de l'Exécutif,  
V. FEAUX

## VERTALING

N. 91 — 207

**25 OKTOBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende verschillende bepalingen inzake sociale reclassering van gehandicapten**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 18 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op de artikelen 74 en 75;

Gelet op het advies van de Raad van beheer van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 1990;

Gelet op de toestemming van de met de Begroting belaste Minister, gegeven op 28 augustus 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is dat de bepalingen van dit besluit zonder verwijl in werking treden, met het oog op het financieel evenwicht van de voorzieningen voor sociale reclassering van de gehandicapten in de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 15 oktober 1990,

Besluit :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) artikel 74, tweede lid, wordt aangevuld door de volgende tekst : « ...; geen prestatie kan echter worden vergoed indien deze vergoeding niet wordt aangevraagd binnen een termijn van één jaar na de datum van verlening van de prestatie, dit is, naar gelang het geval, de datum van de verstrekking, van de aankoop of van het begin van de werken. »

b) in artikel 75, eerste lid, worden de woorden : « bedoeld in artikel 56, § 2, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, » vervangen door de woorden : « bedoeld in artikel 56, § 2, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, ».**Art. 2.** In het ministerieel besluit van 9 april 1964 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de lasten die voor de minder-validen voortvloeien uit de verplaatsing naar en het verblijf op de plaats die aangewezen werd voor hun beroepsopleiding, -omscholing of -herscholing, worden gedragen door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen, wordt artikel 4, § 1, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 januari 1978, vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De verplaatsingen met een individueel vervoermiddel geven aanleiding tot een tegemoetkoming berekend volgens de bij dit artikel bepaalde regels :

1<sup>o</sup> wanneer de gehandicapte zich met een invalidenwagen verplaatst;2<sup>o</sup> wanneer de gehandicapte zich verplaatst zonder door een derde te worden begeleid, en uit een omstandig geneeskundig verslag blijkt dat hij, als gevolg van hart- en ademhalingsstoornissen of van bewegingsstoornissen of van stoornissen die met voornoemde stoornissen kunnen worden gelijkgesteld door de raad van beheer, niet in staat is een afstand van ten minste 300 m te voet af te leggen.

De verplaatsingen met een individueel vervoermiddel die aan de voorwaarden van dit artikel niet beantwoorden, kunnen aanleiding geven tot een tegemoetkoming die berekend wordt alsof het zou gaan om een verplaatsing met een gemeenschappelijk vervoermiddel. »

**Art. 3.** In artikel 1 van het ministerieel besluit van 19 februari 1965 houdende vaststelling van de perken binnen en de voorwaarden onder dewelke een schoolopleiding bedoeld bij artikel 56, § 1, van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen kan worden gelijkgesteld met een beroepsopleiding, -omscholing, of -herscholing bedoeld bij § 2 van hetzelfde artikel, wordt het 2<sup>o</sup> vervangen door de volgende bepaling :« 2<sup>o</sup> om financiële redenen, in de onmogelijkheid verkeren om, zonder de tegemoetkoming van het Rijksfonds, zijn studie te hernemen of voort te zetten; ».**Art. 4.** In het ministerieel besluit van 27 december 1967 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der tegemoetkomingen inzake sociale hulp op het gebied van de sociale reclassering van de minder-validen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) artikel 6, § 1, gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 juli 1978, wordt, wat betreft de andere reiskosten dan de reiskosten gemaakt in het kader van de revalidatie of van de apparatuur, vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De verplaatsingen met een individueel of geïndividualiseerd vervoermiddel geven aanleiding tot een tegemoetkoming berekend volgens de bij dit artikel bepaalde regels :

1<sup>o</sup> wanneer de gehandicapte zich met een invalidenwagen verplaatst;2<sup>o</sup> wanneer de gehandicapte zich verplaatst zonder door een derde te worden begeleid en wanneer uit een omstandig geneeskundig verslag blijkt dat hij, als gevolg van hart- en ademhalingsstoornissen of van bewegingsstoornissen die met voornoemde stoornissen kunnen worden gelijkgesteld door de raad van beheer, niet in staat is een afstand van ten minste 300 m te voet af te leggen.

De verplaatsingen met een individueel of geïndividualiseerd vervoermiddel die aan de voorwaarden van dit artikel niet beantwoorden, kunnen aanleiding geven tot een tegemoetkoming die berekend wordt alsof het zou gaan om een verplaatsing met een gemeenschappelijk vervoermiddel. »

b) in artikel 11bis, § 1, ingevoegd bij ministerieel besluit van 2 juli 1975, worden de woorden « , hetzij verplicht is gebruik te maken van een individueel vervoermiddel » vervangen door de woorden : « , hetzij verplicht is gebruik te maken van een individueel vervoermiddel, omdat hij :

1<sup>o</sup> zich met een invalidenwagen verplaatst;

2° zich verplaatst zonder door een derde te worden begeleid en uit een omstandig geneeskundig verslag blijkt dat hij, als gevolg van hart- en ademhalingsstoornissen of van bewegingsstoornissen of van stoornissen die met voornoemde stoornissen kunnen worden gelijkgesteld door de raad van beheer, niet in staat is een afstand van ten minste 300 m te voet af te leggen. »

**Art. 5.** In het ministerieel besluit van 23 mei 1989 tot vaststelling van de perken binnen en de voorwaarden onder welke de lasten die voor de minder-validen voortvloeiën uit de verplaatsing naar en het verblijf op de plaats aangewezen voor hun schoolopleiding, door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen gedragen kunnen worden, wordt artikel 4, § 1, vervangen door de volgende bepaling :

• § 1. De verplaatsingen met een individueel vervoermiddel geven aanleiding tot een tegemoetkoming berekend volgens de bij dit artikel bepaalde regels;

1° wanneer de gehandicapte zich met een invalidenwagen verplaatst;

2° wanneer de gehandicapte zich verplaatst zonder door een derde te worden begeleid en wanneer uit een omstandig geneeskundig verslag blijkt dat hij, als gevolg van hart- en ademhalingsstoornissen of van bewegingsstoornissen of van stoornissen die met voornoemde stoornissen kunnen worden gelijkgesteld door de raad van beheer, niet in staat is een afstand van ten minste 300 m te voet af te leggen.

De verplaatsingen met een individueel vervoermiddel die aan de voorwaarden van dit artikel niet beantwoorden, kunnen aanleiding geven tot een tegemoetkoming die berekend wordt alsof het zou gaan om een verplaatsing met een gemeenschappelijk vervoermiddel. »

**Art. 6.** De wijziging bedoeld in artikel 1, b) van dit besluit is niet toepasselijk op de leerovereenkomsten gesloten vóór de datum waarop dit besluit in werking treedt.

De wijzigingen bedoeld in de artikelen 2, 4 en 5 van dit besluit zijn niet van toepassing voor de gehandicapten aan wie, voor de datum waarop dit besluit in werking treedt, de verplaatsingen met een individueel of geïndividualiseerd vervoermiddel werden terugbetaald.

**Art. 7.** De Gemeenschapsminister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

V. FEAUX

F. 91 — 208

**25 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions d'octroi, le montant et les modalités de paiement des allocations et compléments de rémunération prévus en faveur des personnes handicapées soumises à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, notamment l'article 3, 8°;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 75;

Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 6 juillet 1990;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget donné le 28 août 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de prendre sans délai les mesures nécessaires afin de mettre en concordance l'octroi d'allocations et de compléments de rémunération aux personnes handicapées en formation ou réadaptation professionnelle avec les avantages octroyés par la Communauté française aux personnes recevant une formation professionnelle; que l'urgence de ces mesures est d'autant plus grande qu'elles doivent concourir à garantir l'équilibre financier et l'orthodoxie budgétaire du Fonds national de reclassement social des handicapés;

Sur la proposition de Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 15 octobre 1990.

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les allocations et compléments de rémunération prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés sont octroyés, calculés et payés suivant les dispositions du présent arrêté.

**Art. 2.** Peut bénéficier des allocations et compléments de rémunération, les personnes handicapées qui sont âgées d'au moins dix-huit ans et qui, en exécution de leur processus de réadaptation et de reclassement social arrêté par le Fonds national de reclassement social des handicapés conformément à l'article 34 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 précité, sont soumises à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle visée à l'article 56, 2, 1°, 3°, 4° et 5° du même arrêté.

**Art. 3.** Les allocations et compléments de rémunération sont calculés sur base :

1° d'une indemnité tenant lieu de rémunération;

2° d'une prime complémentaire en espèces.

**Art. 4.** Le montant mensuel de base de l'indemnité tenant lieu de rémunération visée à l'article 3, 1° est fixé à 40 p.c. du revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.